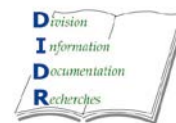


22 juin 2020



## Les principaux camps militaires, répertoire et conditions de détention

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)*

*[cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf)], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Inventaire des camps militaires .....	3
2. Situation générale dans les camps militaires .....	4
Bibliographie .....	7

**Résumé :** De nombreuses personnes allèguent avoir subi de mauvais traitements lors de leur détention en camp militaire. Prisonniers politiques bien souvent, la plupart sont originaires de l’Oromia. La présente note fait un point général sur ces entités ambivalentes servant à la fois aux activités militaires mais également de lieu de détention.

**Abstract:** Many people allege that they were ill-treated while detained in a military camp. Often political prisoners, most of them are from Oromia. This note provides a general overview of these ambivalent entities serving both in military activities and also as a place of detention.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Inventaire des camps militaires

Le présent inventaire est le résultat d'une recherche effectuée dans les sources publiques en langue française et anglaise. Il ne peut en aucun cas être considéré comme complet. De nombreux camps ne sont pas documentés ou cités par les sources.

Amnesty International (AI) mentionne les camps suivants<sup>1</sup> lesquels étaient encore actifs en 2012-2014<sup>2</sup>. Ceci ne signifie pas qu'ils soient encore tous en activité :

- Le camp militaire de Adama - Woreda Kebele 07;
- Le camp militaire de Adama - Woreda Kebele 19;
- Le camp militaire de Adele à l'est du Hararghe;
- Le camp militaire de Arsi - Negele Woreda;
- Le camp militaire de Ayra Woreda;
- Le camp militaire de Badano Woreda;
- Le camp militaire de Boku - Dembi Dollo – ouest de la région du Wallega;
- Le camp militaire de Didessa Woreda - Illubabor;
- Le camp militaire de Dodola Woreda;
- Le camp militaire de Malka Wakena - Dodola Woreda;
- Le camp militaire de Gatiro;
- Le camp militaire de Galemso - région Guji;
- Le camp militaire de Hiddi Lola - région de Borana;
- Le camp militaire de Holota – près d'Addis Ababa;
- Le camp militaire de Mega – région de Borana;
- Le camp militaire de Mieso - Chiro Woreda;
- Le camp militaire de Misrak Iz – près de Harar;
- Le camp militaire de Sebategna [amh. « le septième »] – près de Dire Dawa;
- Le camp militaire de Shashemene;
- Le camp militaire de Shinile ;
- Le camp militaire de Sinja - Goba Woreda;
- Le camp militaire de Zetenegna [amh. « le neuvième »] – près de Dire Dawa.

---

<sup>1</sup> Quand elles sont connues, les localisations des camps ont été mentionnées.

<sup>2</sup> AI, " 'Because I Am Oromo' – Sweeping repression in the Oromia Region of Ethiopia", 2014, [url](#)

D'autres sources, comme Human Rights Watch (HRW), apportent d'autres toponymes<sup>3</sup>. Ainsi, en 2016, date du document, on peut considérer que ces camps sont en activité :

- Le camp militaire de Sanqale<sup>4</sup> ;
- Le camp militaire d'Urso (Hararghé) ;
- Le camp militaire de Torolach ;
- Le camp militaire de Ganale ;

Un rapport de mai 2017 des Nations unies mentionne à son tour des camps militaires en Ethiopie<sup>5</sup> :

- Le camp militaire d'Awash ;
- Le camp militaire de Tolay ;
- Le camp militaire de Birr Sheleko ;

## 2. Situation générale dans les camps militaires

Un rapport de 2014 d'AI évoque de manière anonyme des sources témoignant de l'arrestation de personnes oromo en 2005, bien souvent des opposants politiques ou des partisans de groupes, tels le Front de libération oromo (OLF), considérés comme dangereux par le gouvernement. Parmi les nombreux témoignages, il est par exemple question d'une personne qui supportait le Congrès national oromo (ONC) et qui a été emprisonnée au camp militaire de Malka Wakena de 2005 à 2010. En Oromia, les personnes placées en détention dans ces camps le sont pour des durées variables. En certains cas, le motif consiste seulement à avoir un lien familial avec une personne supposément en contact ou sympathisante d'un groupe politique d'opposition<sup>6</sup>.

Dans le document, il est question des camps militaires en Oromia en général. Pour l'ONG, les personnes sorties de ces camps interrogées ont toutes parlé de violation de leurs droits fondamentaux. Il est notamment question de torture et de viol. AI mentionne alors plusieurs centaines de personnes placées arbitrairement en détention en Oromia. Par ailleurs, ces camps sont bien souvent la cible de groupes armés, tels l'OLF, qui se vante du meurtre d'un certain nombre de personnes, policiers, militaires ou miliciens, au cours d'embuscades ou d'attaques à la bombe. En 2012 notamment, l'organisation avance le chiffre 150 personnes tuées liées au gouvernement, notamment des militaires<sup>7</sup>.

Pour AI, les sources témoignant d'une collusion entre les services de renseignement éthiopiens et l'armée sont nombreuses, ce qui ne laisse aucun doute sur les liens qu'entretiennent les deux entités. Par ailleurs, il est précisé qu'à cette période, les camps militaires sont sous le commandement fédéral du ministère de la Défense<sup>8</sup>.

Un rapport de Human Rights Watch (HRW) de 2016 estime qu'une durée d'emprisonnement plus longue que quelques semaines entraîne le transfert du prisonnier vers un centre de détention ou un camp militaire. Selon le document, ces camps militaires

---

<sup>3</sup> HRW, "Such a Brutal Crackdown – Killings and Arrests in Response to Ethiopia's Oromo Protests", 2016, [url](#)

<sup>4</sup> Egalement écrit Sanakle

<sup>5</sup> Nations unies, "142<sup>nd</sup> Special Report – Human Rights Violation committed during the State of Emergency in Ethiopia", 28/05/2017, [url](#)

<sup>6</sup> AI, *op.cit.* 2014, [url](#)

<sup>7</sup> *Ibid.* [url](#)

<sup>8</sup> *Ibid.* [url](#)

sont bien connus et de nombreux témoignages de mauvais traitements circulent, notamment concernant Sanqale<sup>9</sup>.

Le rapport de 2018 de HRW affirme que la torture dans les lieux de détention, y compris les camps militaires, reste un grave problème. Dans la seconde moitié des années 2000, alors que le Front de libération nationale de l'Ogaden (ONLF) était particulièrement actif dans les régions somali, les autorités mettent en place une stratégie très agressive à son endroit. Dès lors, de nombreux individus soupçonnés de collusion ou d'appartenance au groupe sont mis en détention dans des camps militaires. Le rapport confirme la présence de nombreux lieux de détention disséminés à travers la région Ogaden, notamment des camps militaires de l'armée éthiopienne<sup>10</sup>.

HRW mentionne l'arrestation en 2016, lors du festival culturel oromo d'Ireecha, d'une quinzaine d'individus qui revenaient de l'événement. Deux d'entre eux sont envoyés au camp militaire de Tolay<sup>11</sup>.

Après que l'état d'urgence a été décrété en Ethiopie en août 2017, ce sont environ 21 000 personnes, artistes, politiciens et journalistes, qui sont arrêtées arbitrairement pour être placées en « camp de réhabilitation<sup>12</sup> ».

Le rapport de 2019 du département d'Etat américain (USDOS) explique qu'en septembre 2018, la police de la ville d'Addis-Abeba a placé en détention 1 204 jeunes gens suspectés d'avoir des liens avec les violences qui ont suivi le retour de l'OLF à Burayu. Ces derniers ont été détenus au camp d'entraînement militaire de Tolay<sup>13</sup>.

Un rapport de 2020 d'AI mentionne en décembre 2018 l'arrestation arbitraire de personnes suspectées d'appartenir à l'*Oromo Liberation Army* (OLA) dans la région des deux Guji (Guji de l'ouest et Guji de l'Est), mais aussi à l'OLF, à travers de l'Oromia dans son ensemble. Il est question de « milliers » de personnes issues de l'Etat régional d'Oromia envoyées en détention au camp militaire de Tolay (Sud-ouest de la région). Là-bas, ces dernières sont obligées de suivre une formation sur les lois, le constitutionalisme et l'histoire de la lutte oromo. En parallèle, les détenus sont contraints de faire des dépositions incriminantes durant des sessions de groupes. Ceux qui refusent de se « confesser » sont transférés aux bureaux de la Police de l'Oromia à Sanqale, où au moins 2 000 prisonniers sont détenus depuis plusieurs mois. Sanqale est tout particulièrement mentionnée comme un endroit où des mauvais traitements ont cours. Il est question de manques de lits, de rationnement, mais également de tortures et autres sévices physiques<sup>14</sup>.

Entre septembre 2018 et octobre 2019, il y a eu un pic de violences intercommunautaires entre Amhara et Qemant dans la région de Gondar, dans l'Etat régional d'Amhara. Le rapport 2020 du rapport d'AI explique que la police spéciale et la milice du Kebele, l'échelon du district local, ont pris part aux violences qui ont ciblé la communauté Qemant dans la région du Quara, de Metemma et de Chilga. Les unités de l'armée, les forces de défenses éthiopiennes (EDF) ne sont pas intervenues, malgré les demandes de protection de la population<sup>15</sup>.

Le 25 septembre 2018, BBC News publie un article sur les affrontements qui ont eu lieu à ce moment à Addis-Abeba. 1 400 personnes sont arrêtées et certaines sont placées dans

---

<sup>9</sup> HRW, *op.cit.* 2016, [url](#)

<sup>10</sup> HRW, " 'We are Like the Dead', Torture and other Abuses in Jail Ogaden, Somali Regional State, Ethiopia", 2018, [url](#)

<sup>11</sup> HRW, " 'Fuel on the Fire' – Security Forces Response to the 2016 Ireecha Cultural Festival", 2017, [url](#)

<sup>12</sup> *Ibid.* [url](#)

<sup>13</sup> USDOS, "Country Report on Human Rights Practices 2019 – Ethiopia", 11/03/2020, [url](#)

<sup>14</sup> AI, « Beyond Law Enforcement, Human Rights Violations by Ethiopian Security Forces in Amhara and Oromia », 2020, [url](#)

<sup>15</sup> *Ibid.* [url](#)

des camps militaires afin de recevoir « un entraînement de réhabilitation<sup>16</sup> ». Un article de AI vient corroborer cette assertion en précisant que 1.200 jeunes Oromo ayant pris part aux violences survenues à Burayu ont été envoyés en détention au camp militaire de Tolay<sup>17</sup>.

Le rapport du Home Office anglais sur la mission d'information menée en Ethiopie sur la situation politique menée entre le 16 et le 20 septembre 2019 mentionne certains éléments concernant les camps militaires. Ainsi, des sources issues du Congrès fédéraliste oromo (OFC), important parti d'opposition en Oromia, des officiers de l'OLF et des personnels de l'Université d'Ambo confirment l'existence d'arrestations arbitraires et la mise en détention abusive dans des camps militaires. Des sources issues du Mouvement national Amhara (NaMa) affirment que 6 000 personnes d'ethnie oromo sont actuellement détenues par l'ODP au camp militaire de Sanqale. Des membres de l'OFC parlent pour leur part de 4 000 ou 5 000 prisonniers à Sanqale<sup>18</sup>.

---

<sup>16</sup> BBC, "Ethiopia detains 1.200 after deadly Addis Abeba clashes", 25/09/2018, [url](#)

<sup>17</sup> AI, "Ethiopia: Mass arbitrary arrests and detention of youth threaten a new era of human rights gains", 24/09/2018, [url](#)

<sup>18</sup> Home Office, "Report of a Home Office Fact-Finding Mission – Ethiopia: The political situation", 10/02/2020, [url](#)

## Bibliographie

(Sites web consultés en juin 2020)

### Organisation intergouvernementale

Nations unies, "142<sup>nd</sup> Special Report – Human Rights Violation committed during the State of Emergency in Ethiopia", 28/05/2017, <https://ehrc.org/wp-content/uploads/2017/07/HRCO-142nd-Special-Report-English-Executive-summary-2.pdf>

### Institutions nationales

Home Office, "Report of a Home Office Fact-Finding Mission – Ethiopia: The political situation", 10/02/2020, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2024427/ETH - FFM\\_report - V1.0 .pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2024427/ETH - FFM_report - V1.0 .pdf)

USDOS, "Country Report on Human Rights Practices 2019 – Ethiopia", 11/03/2020, <https://www.ecoi.net/en/document/2026381.html>

### Organisations non gouvernementales

Amnesty International (AI), « Beyond Law Enforcement, Human Rights Violations by Ethiopian Security Forces in Amhara and Oromia », 2020, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2030650/AFR2523582020ENGLISH.PDF>

AI, "Ethiopia: Mass arbitrary arrests and detention of youth threaten a new era of human rights gains", 24/09/2018, <https://www.ecoi.net/en/document/1444118.html>

Human Rights Watch (HRW), " 'We are Like the Dead', Torture and other Abuses in Jail Ogaden, Somali Regional State, Ethiopia", 2018, [https://www.ecoi.net/en/file/local/1437376/1476\\_1530828139\\_ethiopia0718-web.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1437376/1476_1530828139_ethiopia0718-web.pdf)

HRW, " 'Fuel on the Fire' – Security Forces Response to the 2016 Ireecha Cultural Festival", 2017, [https://www.ecoi.net/en/file/local/1409479/5228\\_1505816804\\_ethiopia0917-web.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1409479/5228_1505816804_ethiopia0917-web.pdf)

HRW, "Such a Brutal Crackdown – Killings and Arrests in Response to Ethiopia's Oromo Protests", 2016, [https://www.ecoi.net/en/file/local/1277057/1002\\_1466146167\\_ethiopia0616web.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1277057/1002_1466146167_ethiopia0616web.pdf)

AI, " 'Because I Am Oromo' – Sweeping repression in the Oromia Region of Ethiopia", 2014, [https://www.ecoi.net/en/file/local/1107775/4543\\_1437548477\\_afr250062014en.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1107775/4543_1437548477_afr250062014en.pdf)

### Média

British Broadcasting Company (BBC), "Ethiopia detains 1.200 after deadly Addis Abeba clashes", 25/09/2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-45638856>